

M. CRESSWELL: Prenons par exemple les Polonais que l'on amène aujourd'hui d'Italie en Grande-Bretagne. Je ne sais pas quels navires servent au transport, mais on pourrait faire traverser l'Atlantique à ces gens aussi facilement que les amener en Grande-Bretagne.

L'hon. M. ROEBUCK: Nous avons vendu des navires.

M. CRESSWELL: J'ai lu dans le journal, l'autre soir, que l'Australie se propose d'acheter vingt navires *Liberty* afin de les convertir en navires de transport pour résoudre son problème de l'immigration. Si l'Australie peut convertir des navires *Liberty* en navires pour le transport des voyageurs, pourquoi pas le Canada?

L'hon. M. ROEBUCK: Exactement.

L'hon. M. CRERAR: Est-ce que vos dirigeants ont étudié la question de ces personnes déplacées en Europe?

M. CRESSWELL: Oui, monsieur, nous l'avons fait. M. Cameron, mon successeur outre-mer au poste de directeur de la colonisation européenne, a depuis les six ou sept derniers mois passé la majeure partie de son temps en Europe à étudier le problème de ces personnes déplacées.

L'hon. M. CRERAR: Pourriez-vous nous renseigner sur la catégorie à laquelle appartiennent ces gens, qu'elles sont leurs conditions financières? J'imagine qu'ils sont sans le sou.

M. CRESSWELL: Certains d'entre eux ont un peu de capital, monsieur. Prenez par exemple le très grand nombre de personnes de Lithuanie, de Lettonie et d'Estonie, qui sont actuellement en Suède. Ils étaient des réfugiés dès le début de la guerre. La Suède avait besoin de travailleurs, ils se sont procuré de l'emploi immédiatement. Ils travaillent encore et gagnent un bon salaire. Ces personnes se chiffrent à environ 150,000. La Russie désire les voir retourner à leur pays respectif. Mais ils ne le veulent pas. La Suède ne veut pas les obliger à quitter le pays. Mais elle comprend que la grande majorité d'entre eux veulent émigrer vers d'autres pays un jour ou l'autre. Tous les rapports que nous recevons de ces gens sont excellents. Ils appartiennent à une bonne catégorie et ne sont pas sans le sou ou sans expérience en agriculture.

L'hon. M. CRERAR: Le capital dont ils disposent serait-ce celui qu'ils ont épargné en Suède?

M. CRESSWELL: Oui. Ce capital ne sera probablement pas suffisant pour les établir sur des fermes, mais ils ont assez d'économies personnelles pour payer leurs dépenses immédiates. Prenez par exemple les Polonais en Grande-Bretagne. Il sont été affectés soit au service des forces armées soit dans les usines de munition au cours de la guerre; ils ne sont pas des réfugiés pour cette raison. Je crois savoir qu'environ 90 p. 100 des Polonais appartenaient à la classe paysanne.

L'hon. M. CRERAR: Nous avons reçu des renseignements à cet effet la semaine dernière. De 50 à 60 p. 100 étaient des paysans que l'on pourrait appeler cultivateurs ici; il y avait parmi eux quelques artisans, professionnels ou hommes de science.

M. CRESSWELL: Ces gens ne sont pas ruinés; ils ont du capital; ils ne sont pas riches, mais possèdent quelques économies. Tandis que les personnes déplacées en Europe, dans les pays au nord-ouest du continent sont absolument ruinées.

L'hon. M. ROEBUCK: Appartiennent-ils à une bonne classe de gens?

M. CRESSWELL: Certains d'entre eux. Je n'aimerais pas à me prononcer sur le pourcentage.

L'hon. M. CRERAR: Vous n'aimeriez pas à vous porter garant pour tous?

M. CRESSWELL: Non.